

MARSEILLE, le

Poste : 44.64

N° 80 - 23

Dossier C. 1061-ter-13

A R R E T E

autorisant la Société DURANCE CONCASSAGE  
à se substituer à la Société des Carrières LOMBARDI  
pour l'exploitation d'une carrière à SAINT-  
MARTIN-DE-CRAU

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le Code Minier et notamment son article 106 de la loi  
n° 70-1 du 2 Janvier 1970,

VU le décret n° 79-1108 du 20 Décembre 1979 relatif aux  
autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur  
renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci,  
et notamment ses articles 28 et 34,

VU la demande en date du 7 Mars 1980 complétée le  
1er Juillet 1980 à laquelle M. Aimé BERNARD, de nationalité  
française agissant au nom et pour le compte de la S.A. DURANCE  
CONCASSAGE dont le siège social est 13860 PEYROLLES, 4, Boulevard  
La Ferrage, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à  
ciel ouvert aux lieu et place de la société des carrières LOMBARDI,  
sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU, au lieu-  
dit "La Menudelle",

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée,  
VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 Février 1978  
autorisant la Société DURANCE CONCASSAGE à exploiter une carrière  
sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU,

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 Octobre 1979 autorisant  
la Société des Carrières LOMBARDI à se substituer à la Société  
DURANCE CONCASSAGE pour l'exploitation d'une carrière sur le  
territoire de la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU,

.../...

VU le rapport de l'Ingénieur Général des Mines,  
Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Provence, Alpes,  
Côte d'Azur et Corse,

SUR proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-  
Rhône,

A r r ê t é :

ARTICLE 1er.

La S.A. DURANCE CONCASSAGE est autorisée à exploiter  
une carrière à ciel ouvert d'alluvions de GRAU sur le territoire  
de la commune de SAINT-MARTIN-DE-GRAU, au lieu-dit "La Menudelle"  
aux lieu et place de la Société des Carrières LOMBARDI dans  
l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation  
d'exploiter accordée à son prédécesseur par arrêté du 5 Octobre 1979  
qui visait l'arrêté préfectoral initial en date du 27 Février 1978.

ARTICLE 2.

La mise en conformité de la carrière avec les  
prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé du 27 Février 1978,  
et notamment de son article 3-2° limitant la profondeur d'exploita-  
tion à 5 mètres, devra être réalisée dans un délai de 3 mois.

Dans le même délai, la partie située le plus au sud  
de la carrière sera remblayée jusqu'à la cote 9,50 NGF, sur  
250 mètres à compter de l'entrée.

ARTICLE 3.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège  
de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en  
contrôler l'exécution.

Un extrait en sera publié, aux frais de l'exploitant,  
dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département.

ARTICLE 4.

Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet  
d'Arles, le Maire de Saint-Martin-de-Grau, l'Ingénieur Général des  
Mines, Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Provence, Alpes,  
Côte-d'Azur et Corse, le Directeur Départemental de l'Equipement,  
le Directeur Départemental de l'Agriculture, l'Architecte Départe-  
mental des Bâtiments de France et toutes autorités de Police et de  
Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-  
tion du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Adminis-  
tratifs et affiché, conformément aux dispositions de l'article 25 du  
décret n° 79-1108 du 20 Décembre 1979.

Pour copie conforme  
Le Chef de Bureau



MARSEILLE, le 4 SEP. 1980  
Le Secrétaire Général,

Bernard PATAULT

Cécile CHASTRE